

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-jour-ou-on-a-interdit-a-Air-France-de-survoler-les-Etats-Unis>

Déroutement du vol Air France 438.

Le jour où on a interdit à Air France de survoler les États-Unis.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 22 avril 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le journaliste colombiano-français raconte comment sa présence a déclenché le déroutement d'un avion sur ordre des autorités américaines.

Par Hernando Calvo Ospina

[El Correo](#), Paris, le 22 avril 2009.

[Leer en español](#)

Le vol d'Air France, numéro 438, provenant de Paris, devait atterrir dans la ville de Mexico vers 18 heures samedi 18 avril. Cinq heures environ avant son arrivée à destination, la voix du commandant annonce que les autorités étasuniennes n'autorisaient pas le survol de leur territoire par cet avion.

Le motif : parmi les passagers, qui se trouvaient à bord de l'avion, voyageait une personne qui n'était pas bienvenue pour des raisons de sécurité nationale.

Peu de minutes après, la même voix signale aux voyageurs surpris, que nous devons nous diriger vers Fort de France, en Martinique, compte tenu de ce changement de route qui rallonge nettement le trajet de l'avion pour rejoindre sa destination d'origine, le carburant allait manquer.

L'escale sur ce territoire français des Caraïbes serait donc seulement technique pour avitailler en carburant.

La fatigue était l'un de nos sujets de conversation. Mais le sujet central était, à voix basse, qui pouvait bien être le passager « terroriste », car si les « gringos » disent cela « c'est parce que c'est probablement un terroriste. »

Scrutant ceux qui étaient avec nous dans cette dernière section de l'avion, deux passagers ont confirmé qu'il ne pouvait pas être là parce qu' « aucun n'avait une tête de musulman ».

A nouveau dans les airs, alors que nous nous préparions pour encore quatre heures de voyage, est venu à moi, celui qui s'est identifié comme le copilote. Tout en essayant d'être discret, il m'a demandé si j'étais « monsieur Calvo Ospina ».

Je lui ai dit que oui.

« Le commandant veut dormir, c'est pourquoi je suis venu ».

Et il m'a invité à l'accompagner à l'arrière de l'avion.

Et c'est là qu'il me dit que je suis le "responsable" du déroutement du navire. Je suis resté abasourdi.

Ma première réaction fut de lui demander : « croyez-vous que je suis terroriste ? »

Il me dit que non, que c'est pourquoi il me prévenait. Et aussi il m'assure que c'est bizarre car c'est la première fois que cela arrive à un avion d'AF.

Le jour où on a interdit à Air France de survoler les États-Unis.

Peu de temps avant d'arriver en Martinique, l'une des hôtesses de l'air m'avait expliqué que jamais quelque chose de semblable ne lui était arrivé en onze ans de travail.

Le copilote, durant cette brève conversation m'a demandé de ne rien dire à personne, y compris au reste d'équipage. Je l'ai assuré que je n'avais pas la moindre intention de le faire.

Je suis revenu à mon siège. Et est-ce à cause des nerfs ou par réalité, j'ai commencé à remarquer que l'équipage passait plus souvent, en me regardant avec curiosité.

Après avoir atterri à Mexico, et avant d'être encore arrivé à l'aérogare, à peine l'avion arrêté une voix féminine demandait que « monsieur Calvo Ospina » se présente à un membre de l'équipage.

Ce que j'ai fait. Le jeune homme a pris le téléphone interne et a appelé quelqu'un. Après avoir raccroché, il m'a dit que non, qu'ils n'avaient plus besoin de moi, que je pouvais descendre. Il m'a dit qu'il connaissait mon problème et me souhaitait bonne chance.

En un instant, sur deux morceaux du papier que j'ai arraché d'un journal, j'ai écrit le téléphone de mon domicile et je les ai remis à deux personnes avec qui j'avais bavardé dans l'avion, en leur disant que j'étais celui du « problème ». Ils m'ont assuré qu'ils appelleraient (ils ne l'ont pas fait ou n'ont pas compris mes chiffres)

Quelques mètres après être sorti de l'avion, juste à l'entrée du bâtiment, plusieurs agents en civil nous attendaient demandant les passeports. Je commençais à sentir déjà que nerveusement ma gorge se desséchait. J'ai présenté mon passeport, et ils m'ont laissé passer.

Tandis qu'on faisait la queue pour franchir le contrôle de la police des frontières, je me suis rendu compte que plusieurs hommes cherchaient quelqu'un. Ils étaient situés derrière d'une baie vitrée, en verre transparent, à quelques pas des agents de la police des frontières, et à bonne hauteur pour voir.

La file fut très lente. J'allais, sans alternative, où je pressentais que m'attendait le pire. Mais que pouvais-je faire devant cela ? Le scandale d'un homme signalé comme présumé « terroriste » pour les États-Unis n'aurait pas beaucoup de chance de soulever la moindre solidarité. Il fallait avancer : face à ma conscience, ni avant, ni pendant, je n'ai rien à me reprocher.

Alors j'ai remarqué que les trois ou quatre hommes qui étaient derrière cette baie vitrée m'avaient identifié. Ils observaient l'écran d'un ordinateur et me regardaient. Je faisais l'indifférent.

Celui qui m'a paru être le chef (et il l'était), est descendu pour dire aux agents de la police des frontières quelque chose sur moi. Bien qu'il faisait comme si de rien n'était, il était impossible que je ne me rendis pas compte, surtout alors qu'il savait que j'étais le « coupable ». Et ceux de la police des frontières, un à un, levaient les yeux pour rencontrer les miens, puisque je ne voulais pas cacher que je savais que c'était moi qu'ils attendaient.

Mon tour est arrivé. J'ai salué l'homme aimablement, et il m'a répondu de la même manière. Il a regardé l'ordinateur, il a écrit quelque chose et il m'a dit d'attendre un moment qu'il avait besoin d'une « précision » sur mon passeport. Il m'a demandé de le suivre. Ce que j'ai fait. Et voilà qu'il m'a fait entrer dans une pièce qui était à côté de celle vitrée. Un agent en uniforme était assis à l'entrée, écrivant quelque chose. À peine posés mes deux bagages à main, je lui ai dit que je voulais aller aux toilettes. Il m'a indiqué où elles se trouvaient. J'ai traversé deux grands salons semi obscurs, remarquant qu'il y avait dans chacun deux personnes dormant par terre sur des matelas. Les toilettes

étaient sans électricité. J'ai uriné sans savoir si c'était hors de la cuvette : je ne voyais rien.

Je suis revenu et je me suis assis sur une des chaises. J'ai cherché un livre, l'air tranquille, mais la gorge sèche. Quelques minutes après est arrivé l'homme que j'avais vu me chercher derrière la baie vitrée. Il m'a demandé de le suivre sur un ton très aimable. Et nous sommes entrés dans la pièce vitrée.

Il s'est mis derrière le bureau, et m'a demandé de m'asseoir sur l'une des deux chaises. Je me suis assis, et là, je me suis rendu compte qu'un autre homme était derrière de moi, à ma gauche et debout. Une jeune fille vérifiait des documents sur un ordinateur, un peu à l'écart de nous.

La première chose que m'a dite cet homme, c'était de ne pas m'inquiéter, qu'ils voulaient seulement avoir quelques précisions. A propos de « cinq points d'information » de leur base de données ; ils avaient balancé quelques informations sur moi, qu'il m'a montré. Ils avaient besoin de faire « simplement » un « résumé ». Dans le paquet présenté, il y avait environ deux cents pages, rangées dans quelque cinq tas agrafés.

Je me suis calmé, ai oublié ma gorge sèche. Et je leur ai dit : « demandez moi ce que vous voulez, je n'ai rien à cacher ».

Il m'a répété que c'était des choses simples et rapides, qu'après je pourrais partir. Connaissant la police, j'ai eu des doutes.

Je lui ai demandé si dans cette quantité de pages il était écrit que j'étais coupable de quelque chose. L'homme qui était debout a répondu qu'en vérité je me trouvais là, à la demande des autorités étasuniennes. Que je savais probablement qu'après le 11 septembre (2001), les étasuniens leur avaient demandé davantage de travail de « collaboration ».

A ce moment je leur ai demandé : « alors suis-je le coupable du déroutement de l'avion ? »

Ils m'ont dit que non, qu'ils avaient compris que cette déviation avait été une simple escale technique...

Je leur ai dit qu'ils savaient que ce n'était pas le cas. Que le commandant de l'avion avait informé tous les passagers que c'était à cause d'un passager.

Ils ont souri, ils se sont regardés et sont revenus aux questions.

Ils ont demandé mon nom, date de naissance, lieu de résidence, etc. Rien de transcendant, ou qui ne soit dans mes papiers.

Le fonctionnaire assis me répétait constamment que d'ici quelques minutes je pourrai partir sans problème.

Les questions les plus « remarquables » ont été celles faites par l'homme qui était debout :

- « Etes-vous catholique ? ». Je lui ai répondu que non, mais que je n'étais pas non plus musulman, sachant à quel point est devenue « éminemment dangereuse » cette croyance religieuse pour certains policiers.

Le jour où on a interdit à Air France de survoler les États-Unis.

► « Savez-vous utiliser des armes ? » J'ai répondu que l'unique fois que j'en ai eu une dans mes mains, j'étais très jeune, et c'était un fusil de chasse qui m'a fait tomber après avoir tiré. Que je n'ai même pas fait le service militaire. Je leur ai précisé que mon « unique arme était celle d'écrire, spécialement pour dénoncer le gouvernement des États-Unis que je considérais terroriste ».

Ils se sont regardés, et l'homme qui était assis a dit quelque chose que je savais déjà : « cette arme est parfois pire que les fusils et les bombes ».

Ils m'ont demandé pourquoi j'allais au Nicaragua (le jour suivant) et j'ai expliqué que je devais réaliser un reportage pour *Le Monde Diplomatique*.

Ils m'ont demandé mon adresse personnelle, ainsi que les téléphones de maison et portable, que j'ai donné sans la moindre hésitation.

Ils m'ont demandé si j'avais des enfants. J'ai répondu une jeune fille et un garçon. Et l'homme qui était debout, qui s'était assis à côté de moi m'a dit avec beaucoup de calme, comme toutes ses phrases : « c'est bien que tu aies réussi ton couple. C'est très joli » Et il m'a même semblé honnête.

Cela fut basiquement l'interrogatoire, qui fut presque une conversation. Les annotations du fonctionnaire assis n'ont pas rempli une feuille. Celles de l'autre employé n'ont pas rempli une page de son carnet. Il m'a semblé que ce dernier travaillait pour une section de renseignement plus spécialisée.

A aucun moment le moindre mot agressif ou menaçant n'a été prononcé par ces deux fonctionnaires. Ils ont été très aimables et corrects.

Ils m'ont finalement rendu mes papiers d'identité qu'ils avaient photocopiés. Et nous avons pris congé par une poignée de mains.

Il était presque deux heures du matin le dimanche 19 avril de 2009.

À 10:30 heure je n'ai pas eu de problème pour prendre l'avion de Managua.

Mais aujourd'hui je continue de penser que cela fut un rêve, ou plutôt quelque chose de cauchemardesque. Je reste sans croire que j'ai été « coupable du déroutement d'un avion 747 d'Air France par « crainte » des autorités étasuniennes.

Combien cela a-t-il coûté ? Seul AF peut le savoir, puisque en plus il fallait payer l'hôtel et les repas d'au moins la moitié de passagers qui avaient une correspondance.

J'ai été témoin de la fatigue des passagers, spécialement des enfants, et certains d'entre eux ont commencé à vomir. En plus de la crainte des plus grands de savoir qu'il y avait parmi eux un « terroriste ».

J'ai aussi été témoin de la sérénité du personnel de la cabine face à moi (après j'ai su que tous savaient). Je n'ai pas eu l'impression qu'ils me tenaient pour coupable d'un délit.

Le jour où on a interdit à Air France de survoler les États-Unis.

Jusqu'où va aller la paranoïa des autorités américaines ? Et pourquoi Air France et les autorités françaises continuent-elles de garder le silence jusqu'à aujourd'hui ?

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

* **Hernando Calvo Ospina** est journaliste et écrivain colombien, résident en France.